

Pour aller plus loin

Sigles et acronymes

AAPPMA : Association Agréée de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques.
ABC : Atlas de la Biodiversité Communale.
AOC : Appellation d'Origine Contrôlée.
AOP : Appellation d'Origine Protégée.
APPB : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope.
ARS : Agence Régionale de Santé.
CIRAD : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement.
CNDP : Commission Nationale du Débat Public.
DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
ENAF : Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers.
EHPAD : Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes.
INAO : Institut National de l'Origine et de la Qualité (anciennement Institut National des Appellations d'Origine).
INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques.
ISAGA : International Simulation and Gaming Association.
LPO : Ligue pour la Protection des Oiseaux.
MHC : Monument Historique Classé.
MHI : Monument Historique Inscrit.
OCS GE : Occupation du Sol à Grande Échelle – base de données vectorielle pour la description de l'occupation du sol de l'ensemble du territoire.
PETR : Pôle d'Équilibre Territorial et Rural.
PLU : Plan Local d'Urbanisme.
PNR : Parc Naturel Régional.
SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale.
SPR : Site Patrimonial Remarquable.
SRADDET : Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires.
ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique.

Glossaire

Acteurs du territoire : en géographie et aménagement, l'expression « acteurs du territoire » désigne des actants : individus, institutions, associations ou regroupements qui contribuent à façonner et faire évoluer le territoire, volontairement ou non, par leurs décisions, mais aussi plus simplement leurs pratiques quotidiennes ou régulières et de masse. Le spectre des individus et groupes considérés est de plus en plus large, dans un contexte plus démocratique et d'analyse avancée des pratiques de l'espace (mobilités notamment).

Aménagement du territoire : action et pratique d'appropriation du territoire, sous la forme de politiques publiques, visant à encadrer ou orienter les évolutions d'un territoire, le plus souvent à l'échelle de l'État, sinon de la Région ou de la collectivité locale.

Aménités : concept économique désignant des qualités positives d'un espace, susceptibles de représenter une plus-value économique. Ces attraits pour les habitants comme pour les usagers relèvent de l'attractivité touristique aussi bien que résidentielle. Le terme peut être également utilisé au sens paysager ([cf. fiche B](#)).

Anthropisation du territoire/paysage : processus entraînant la modification d'un milieu considéré comme « naturel » par les activités humaines (aménagements, dégradations, exploitations des ressources, etc.). De fait, la « naturalité » ou l'anthropisation d'un territoire relève plutôt d'un gradient, les paysages restés intacts n'existant plus à la surface de la Terre. C'est donc l'hybridité des paysages qui est surtout étudiée.

Bocage : type d'espace agricole destiné au pâturage, notamment à des fins d'élevage, semi-fermé et marqué par la présence de haies vives clôturant chaque parcelle. Il constitue l'inverse de l'openfield, dans sa fonctionnalité comme dans son esthétique. Le bocage constitue un des paysages ruraux les plus appréciés esthétiquement en France.

Brigade verte : unité en charge de préserver et améliorer le cadre de vie, de contrôler et éventuellement de sanctionner les atteintes à l'environnement en milieux urbain et rural. Dans le cas particulier du Grand Site Solutré Pouilly Vergisson, la brigade de gestion du paysage, créée en 2007, a pour rôle de maintenir le petit patrimoine rural en restaurant les murets de pierre sèche sur le domaine public et en animant des formations. Elle est constituée de personnes en réinsertion professionnelle ([cf. fiche E](#)).

Communauté d'agglomération : établissement public de coopération intercommunale (EPCI) regroupant plusieurs communes, formant un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave autour d'une ou plusieurs communes-centres de plus de 15 000 habitants. Le périmètre de compétences de la Communauté d'Agglomération est intermédiaire, plus vaste que celui de la Communauté de communes, mais plus étroit que celui d'une Métropole (ou d'une Communauté urbaine).

Communauté de communes : établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave. Elle a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace. C'est l'intercommunalité la plus fréquente dans le monde rural car elle ne comprend pas de seuil de population. Le périmètre des compétences communes est plus étroit que celui de la Communauté d'agglomération.

Communs : ensemble de ressources, géré en commun par une communauté bien identifiée et délimitée selon un ensemble de règles et de métarègles. Ce concept a été défini par Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie, qui s'est particulièrement intéressée au statut juridique et à la gouvernance de ces espaces partagés ([cf. fiche 7](#)).

Conflit d'acteurs : conflit opposant des acteurs ou des groupes d'acteurs sur un territoire, le plus souvent concernant un projet d'aménagement ou un projet de territoire. Les conflits d'usages de l'espace (plusieurs groupes sociaux souhaitant utiliser le même espace ou les mêmes ressources à des fins différentes voire contradictoires), les conflits entre les objectifs de développement et d'environnement et les conflits concernant le partage des ressources naturelles (l'eau le plus souvent) sont les plus fréquents ([cf. fiche E](#)).

Démocratie participative (ou participation citoyenne) : dynamique politique visant à donner plus de place, de poids et de pouvoir aux citoyens. Le plus souvent elle se limite à la volonté des collectivités de construire leurs projets avec les citoyens. Toutefois cette forme de démocratie implique de ne pas se limiter à des dynamiques descendantes, mais véritablement d'accepter la mise en œuvre concrète de dynamiques ascendantes, issues de demandes ou d'initiatives citoyennes ([cf. fiche E](#)).

Débroussaillage : action manuelle, mécanique ou animale éliminant la végétation ligneuse ou semi-ligneuse. L'action de débroussailler permet de maintenir une série de végétation dans un stade pionnier (dune, pelouse, prairie, etc.). Cette action garantit le maintien de populations végétales ou animales rares et menacées ; elle rétablit l'ouverture d'espaces agro-pastoraux et la mosaïque paysagère.

Développement rural : ensemble de mécanismes qui visent à réduire les inégalités sociales et économiques des campagnes (par rapport aux villes mais aussi entre espaces ruraux), à répondre aux enjeux environnementaux de ces territoires ou encore à répondre aux besoins spécifiques des populations des zones rurales. Ces mécanismes sont l'objet de politiques publiques à différentes échelles territoriales, le principal instrument de soutien public étant le volet de la Politique Agricole Commune dédié au développement rural.

Diagnostic territorial : état des lieux d'un territoire faisant apparaître ses problématiques et spécificités, ses forces et faiblesses ainsi que les attentes des acteurs et les enjeux de diverses natures (économiques, sociaux, environnementaux). Il peut être scientifique ou politique, constituant alors une étape d'une démarche globale de projet de territoire.

Durabilité : notion à double sens, d'origine onusienne, recouvrant celle de durée et celle de soutenabilité sur le plan économique, social et environnemental ([cf. fiche 1](#)).

Durabilité faible : conception économique selon laquelle le capital naturel est substituable par d'autres capitaux, en particulier grâce aux innovations technologiques.

Durabilité forte : consiste, au contraire de la durabilité faible, à vouloir conserver le plus possible le capital naturel, celui-ci n'étant pas substituable par d'autres capitaux. Cette idée remet en question la propriété et la domination du territoire et implique une sobriété, laquelle passe entre autres par une moindre appropriation du capital ou une moindre anthropisation du territoire.

Écopâturage : entretien des espaces agro-pastoraux par des animaux herbivores (chevaux, moutons, chèvres, ânes, etc.). Ceux-ci participent entre autres à la préservation de la biodiversité des pelouses, en évitant la repousse d'espèces envahissantes, comme le buis ([cf. fiche A](#)).

Empowerment : concept anglophone qui ne présente pas de réel équivalent en français. Longtemps traduit par capacitation ou autonomisation, il est désormais souvent traduit par empouvoirement ou empuancement, un terme plus fort. Il correspond à un processus socio-politique d'augmentation du pouvoir d'agir des citoyennes et citoyens, à leurs capacités de gagner en puissance dans la vie politique et territoriale, à différentes échelles, grâce à davantage de compétences et une meilleure considération de celles-ci.

Gouvernance territoriale : au contraire d'un gouvernement qui décide seul dans un rapport de domination, ce terme renvoie plutôt à une pluralité de voix impliquées dans une prise de décision collective caractérisée par la négociation. La gouvernance concerne donc une pluralité d'acteurs qui interagissent à des niveaux différents pour gérer et aménager les

territoires, ce qui ne se fait pas sans heurts et peut continuer à mettre de côté une partie des citoyens ([cf. fiches 9 et E](#)).

Inspecteur des sites : garant du respect et de l'application de la loi sur les monuments naturels et les sites de 1930, c'est un agent de l'État (en DREAL) commissionné et assermenté, qui peut dresser des procès-verbaux. Il s'assure que l'esprit des lieux d'un site est bien respecté et que toutes les règles de cette servitude d'utilité publique liée à la protection paysagère sont bien appliquées. Il peut aussi proposer des mesures de réhabilitation, de restitution ou de restauration du patrimoine architectural et urbanistique, en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France.

Jeux d'acteurs : interactions entre les différents acteurs du territoire, dans le cadre d'une analyse politique des enjeux territoriaux. Cette approche met en exergue la pluralité des acteurs impliqués dans la gestion d'un territoire et dès lors leurs décalages d'intérêts, leurs associations et les conflits qui peuvent émerger entre eux ([cf. fiche E](#)).

Label Grand Site de France : label attribué par l'État (Ministère en charge de l'environnement) à un site classé de grande notoriété et de forte fréquentation. C'est un label sélectif et exigeant (21 sites labellisés en 2024). L'attribution du label est subordonnée à la mise en œuvre d'un projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du site, répondant aux principes du développement durable. Après une première obtention, le label est renouvelé tous les 6 ans et peut être retiré si les exigences de préservation du site ne sont pas respectées. Il est défini par l'article L 341-15-1 du Code de l'environnement et constitue une marque déposée ([cf. fiches A et C](#)).

Marketing territorial : Le marketing étant une forme de communication destinée à vendre un produit ou un service, le marketing territorial consiste à promouvoir un territoire en utilisant des méthodes de communication et de publicité. Plusieurs acteurs peuvent être impliqués dans ces stratégies : pouvoirs publics comme les collectivités territoriales, entreprises, associations. Il s'agit donc de vendre le territoire pour augmenter son attractivité résidentielle, économique et/ou touristique, c'est-à-dire dans l'objectif d'attirer des habitants, des entreprises ou encore des touristes ([cf. fiche C](#)).

Milieux rupicoles : milieux de paroi rocheuse, très spécifiques pour la flore comme pour la faune.

Mise en tourisme (ou touristification) : processus de création ou de transformation d'un espace en destination touristique, impliquant la mise en place d'infrastructures touristiques notamment d'hébergement, de restauration et d'activités ([cf. fiche B](#)).

Mission locale : aide auprès des jeunes dans la recherche d'une formation, d'un logement, d'un service de santé ou d'un emploi. Elle vise plus globalement à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.

Mitage : éparpillement d'infrastructures, de zones d'habitat voire de zones d'activité, sans projet de développement urbain cohérent, dans des espaces initialement ruraux voire naturels. Le phénomène de mitage s'observe régulièrement dans l'espace périurbain ou rural, malgré les politiques de lutte contre l'étalement urbain, sous l'effet de fortes pressions foncières ou touristiques et en l'absence d'une réglementation d'occupation du sol suffisamment cohérente et contraignante.

Modélisation multi-agents : approche de modélisation utilisée pour simuler le comportement et les interactions d'entités autonomes individuelles désignées comme « agents ». Ces agents évoluent et interagissent dans un système appelé Système Multi-Agent (SMA).

Monnaie locale : mise en place par une association qui en assure la gestion, cette monnaie se veut complémentaire à la monnaie officielle. Destinée à encourager l'économie locale en favorisant les circuits courts, elle ne concerne qu'un espace réduit et une offre réduite de biens et services.

Mosaïque paysagère : utilisée en écologie du paysage et en géographie, la mosaïque paysagère renvoie à la notion d'hétérogénéité spatiale, à la combinaison entre la composition de différentes unités paysagères, comme les roches, les vignes, les villages etc., et leur abondance (Forman 1995) ([cf. fiche A](#)).

Multiscalarité (ou jeux d'échelle) : approche géographique classique qui fait appel à une large palette d'échelles possibles (au niveau local, régional, mondial...) dans l'objectif de les articuler et d'éclairer les phénomènes spatiaux sous différents angles ([cf. fiche E](#)).

Murgers : (meurgers ou muret selon la localisation géographique) nom vernaculaire donné aux ouvrages en pierre sèche généralement situés autour des vignes. Leur rôle est essentiel dans la lutte contre l'érosion des sols, les corridors écologiques mais aussi en termes de micro-climat (régulation de la température et de l'évaporation de l'humidité) ([cf. fiche A](#)).

Natura 2000 : réseau écologique de sites de l'Union européenne, gérés par les acteurs locaux, visant à protéger un certain nombre d'espèces et d'habitats.

Néoruraux : nouveaux habitants des espaces ruraux, le plus souvent venus d'espaces urbains ou périurbains, qui s'installent dans un espace où ils n'ont pas forcément d'attaches familiales et dont ils acquièrent progressivement, plus ou moins volontairement, les pratiques

spécifiques. Leur installation peut être guidée par le projet d'un « retour à la nature » ou obéir à des logiques plus foncières et peut être à l'origine d'une gentrification rurale.

Nuitée : concept qui sert à distinguer le tourisme des activités de loisirs. Un individu devient un touriste véritablement à partir du moment où il dort hors de chez lui dans un hébergement touristique, ce qui donne lieu à une nuitée. Le nombre de nuitées devient alors une unité de mesure permettant d'appréhender le phénomène touristique (cf. [fiche B](#)).

Enotourisme : ensemble des pratiques touristiques autour du vin, comme production alimentaire et patrimoine immatériel, et du vignoble comme paysage produit par l'importance des surfaces viticoles dans certaines régions. Des pratiques spécifiques, comme la visite de caves et vignes, accompagnent cette forme de tourisme (cf. [fiche D](#)).

Parc naturel régional : Un Parc naturel régional est un territoire rural habité, reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, mais fragile, parce que menacé, soit par la dévitalisation rurale, soit par une trop forte pression urbaine ou une surfréquentation touristique. Les parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public. À cette fin, ils ont vocation à être des territoires d'expérimentation locale pour l'innovation au service du développement durable des territoires ruraux. Ils constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel (Code de l'environnement Art. L 333-1 et suivant).

Patrimoine naturel : Au même titre que le patrimoine culturel (bâti et/ou immatériel), le patrimoine naturel mérite une préservation mémorielle. Considéré comme remarquable au titre de la richesse biologique et géologique comme de la beauté naturelle, il concerne des spécificités naturelles, notamment des espèces menacées ou remarquables ainsi que leurs habitats, des formations physiques exceptionnelles, ainsi que des aires naturelles protégées.

Paysage : en géographie, portion d'espace terrestre donnée à voir (à entendre, à sentir) à l'observateur, qui constitue une image visible d'un géosystème local, autrement dit un milieu dans sa dimension systémique, à la fois naturelle et anthropique. Les peintres en ont construit la valeur esthétique. Le paysage constitue aussi la concrétisation du travail du paysagiste suite à ses aménagements.

Pelouses calcicoles : « Les pelouses calcicoles sont des formations végétales semi-naturelles composées essentiellement de plantes herbacées vivaces formant un tapis plus ou

moins ouvert sur sol calcaire peu épais, pauvre en éléments minéraux nutritifs, subissant un éclaircissement intense et une période de sécheresse climatique ou édaphique¹. » (cf. [fiche A](#)).

Périurbanité : caractère d'un type d'espace hybride situé entre espace urbain et espace rural, qui constitue un type d'espace en tant que tel. Pour l'INSEE, il s'agit d'un espace périphérique à une agglomération, dont une part importante des habitants travaille dans cette agglomération, conduisant à des modes de vie plus ou moins spécifiques. La périurbanité est aussi souvent considérée comme paysagère, caractérisée par une discontinuité du bâti perçue comme plus « verte » que l'espace urbain, compte tenu de l'implantation de grands ensembles pavillonnaires et de la proximité d'espaces agricoles.

Plan local d'urbanisme (PLU) : document d'urbanisme et outil de planification urbaine visant à encadrer l'urbanisation, à l'échelle communale puis intercommunale (PLUi), dans le respect des principes du développement durable. Il doit être en conformité avec d'autres dispositifs tels que le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) à l'échelle de l'agglomération. Les petites communes peuvent élaborer un document d'urbanisme simple, appelé **carte communale**. En l'absence de document d'urbanisme, elles relèvent du Règlement National d'Urbanisme (RNU) (cf. [fiche F](#)).

Planification : processus d'aménagement du territoire qui fixe des objectifs ainsi que les méthodes et étapes pour y parvenir (cf. [fiche F](#)).

Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) : catégorie d'établissement public de coopération territoriale qui réunit des acteurs publics et économiques élaborant un projet de territoire pour le développement économique, écologique, culturel et social d'un vaste territoire rural (regroupant plusieurs communautés de communes et/ou d'agglomération). Ce dispositif remplace plus ou moins celui des « pays » qui était organisé autour des bassins de vie (cf. [fiches D et F](#)).

Projet de territoire : un projet de territoire est un document-cadre destiné à penser l'avenir le plus souhaitable pour un territoire sous la forme d'un plan d'actions et sur la base d'un diagnostic. Il est souvent réfléchi avec des représentants de la société civile, pour différentes autorités publiques, notamment des structures intercommunales.

Réserve naturelle : c'est, avec les cœurs de parcs nationaux, le dispositif de protection de la nature le plus contraignant en France, puisqu'il permet de créer une réglementation qui lui est propre. Les activités humaines y sont donc réglementées. Il peut s'agir d'une réserve naturelle nationale ou régionale.

¹ « Glossaire et index des sigles », *Sciences Eaux & Territoires* [en ligne], 2011/2 (n° 5), p. 65-73. Disponible sur : 10.3917/set.005.0065. URL : <https://www.cairn.info/revue-sciences-eaux-et-territoires-2011-2-page-65.htm>.

Résilience (milieux naturels) : C'est la capacité et la vitesse d'un système écologique à revenir à son état initial, ou bien d'équilibre, après avoir été perturbé.

Ressource : notion abondamment utilisée en géographie, elle désigne un moyen pour créer de la richesse, que celle-ci soit naturelle, technique ou immatérielle.

Ruralité : ensemble de caractéristiques relatives aux espaces ruraux, correspondant notamment aux représentations collectives associées à la vie dans les espaces ruraux. Il désigne le lien aux différents contenus de l'espace rural : vie économique, modes d'habiter et de se déplacer en périphérie, place de l'espace végétal, rôle de l'agriculture, structuration sociale.

Site classé : espace qui présente un « intérêt général du point de vue scientifique, pittoresque et artistique, historique ou légendaire » (articles L 341-1 à L 341-22 du Code de l'environnement). Le classement ou l'inscription par décret en Conseil d'État constitue la reconnaissance officielle de sa qualité et la décision de placer son évolution sous le contrôle et la responsabilité de l'État, puisque ce classement est une servitude d'utilité publique ([cf. fiche A](#)).

Site Patrimonial Remarquable : dispositif qui a pour objectif de protéger des villes, villages ou quartiers « dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, d'un point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public² » (Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables).

Territoire : en géographie, est appelé territoire un espace délimité et approprié, quelle que soit sa taille – culturellement, dans des processus identitaires et/ou politiquement, avec une souveraineté administrative. En aménagement, le territoire est l'espace sur lequel une puissance publique exerce ses compétences administratives (pour une collectivité territoriale ou un État) ou bien sur lequel une institution met en œuvre une gestion d'un champ d'action coordonné (le projet de territoire). Le territoire en biologie est aussi celui des animaux et des végétaux. Les différents territoires s'articulent entre eux à plusieurs échelles, grâce aux acteurs du territoire.

Topographie : situation ou description des formes du relief terrestre.

Woofing : travail non rémunéré au sein d'une ferme biologique en échange d'un hébergement et d'un couvert, d'une durée de plusieurs jours à plusieurs mois. Le mouvement **Worldwide Opportunities on Organic Farms** a pour but de favoriser la découverte et

l'apprentissage de pratiques agricoles durables, ainsi que les échanges culturels à travers le monde.

Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique : inventaire scientifique qui a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs du territoire particulièrement intéressants sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire des ZNIEFF est un programme initié par le ministère en charge de l'environnement et lancé en 1982 par le Muséum National d'Histoire Naturelle. Les ZNIEFF de type I sont des espaces où la présence d'espèces protégées au niveau national est avérée ; elles sont généralement de taille réduite et toujours incluses dans une ZNIEFF de type II ([cf. fiche B](#)).

² Définition tirée du Ministère de la culture. Pour en savoir plus : <https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/monuments-sites/monuments-historiques-sites-patrimoniaux/les-sites-patrimoniaux-remarquables#:~:text=Les%20sites%20patrimoniaux%20remarquables%20sont,paysager%2C%20un%20int%C3%A9r%C3%AAt%20public.%20>

Bibliographie

Sitographie

Sur les Grands Sites de France, en particulier celui de Solutré Pouilly Vergisson

CAUE 71, Grand Site Solutré Pouilly Vergisson (2020), *Inventaire des ouvrages de pierre sèche* [en ligne]. Disponible sur : [https://rochedesolutre.com/wp-content/uploads/2023/10/Chronoexpo-1.pdf/](https://rochedesolutre.com/wp-content/uploads/2023/10/Chronoexpo-1.pdf) (Consulté le : 06 juin 2024).

Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne (2014), *L'essentiel du plan de gestion des sites « Pelouses de la Côte chalonnaise*. Plan de gestion synthétique 2014-2013. Disponible sur : <https://www.cen-bourgogne.fr/> (Consulté le : 06 juin 2024).

DREAL Bourgogne-Franche-Comté (2017), *Enquête relative à la dérogation à l'article L.411-22 du code de l'environnement : projet de mise à 2x2 voies de la RN79 entre Charnay et Prissé (71)*. Disponible sur : <https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/enquete-relative-a-la-derogation-a-l-article-l-411-a7453.html> (Consulté le : 06 juin 2024).

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (2011), *Le label Grand Site de France*. Disponible sur : https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/07Label_cle218d6f.pdf (Consulté le : 06 juin 2024).

Réseau des Grands Sites de France (s.d.). Disponible sur : <https://www.grandsitedefrance.com/> (Consulté le : 06 juin 2024).

Solutré Pouilly Vergisson (2019). Disponible sur : <https://rochedesolutre.com/> (Consulté le : 06 juin 2024).

Sur les jeux sérieux

ComMod (2015), *Modélisation d'accompagnement*. Disponible sur : <https://www.commod.org/> (Consulté le : 06 juin 2024).

Gamae (2024). Disponible sur : <https://gamae.fr/> (Consulté le : 06 juin 2024).

International Simulation and Gaming Association (2024). Disponible sur : <https://isaga.com/> (Consulté le : 06 juin 2024).

Jeux & Enjeux (2024). Disponible sur : <https://jeux-enjeux2024.sciencesconf.org/> (Consulté le : 06 juin 2024).

La ville en jeux (2024). Disponible sur : <https://www.ville-jeux.com/> (Consulté le : 06 juin 2024).

Revue Sciences du jeu. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/sdj/> (Consulté le : 06 juin 2024).

Revue Simulation & Gaming. Disponible sur : <https://journals.sagepub.com/home/sag> (Consulté le : 06 juin 2024).

Sas E. (2023), *Petite introduction aux jeux sérieux, pour petits et moyens connaisseurs*. Chaire Participations Médiations Transition, université de La Rochelle. Disponible sur : <https://chaire-participations.univ-lr.fr/petite-introduction-aux-jeux-serieux-pour-petits-et-moyens-connaisseurs/> (Consulté le : 06 juin 2024).

Sur les grandes notions proposées dans la 2^e partie « Exploiter le jeu » ainsi que dans le glossaire

« Glossaire et index des sigles », *Sciences Eaux & Territoires* [en ligne], 2011/2 (n° 5), p. 65-73. Disponible sur : 10.3917/set.005.0065. URL : <https://www.cairn.info/revue-sciences-eaux-et-territoires-2011-2-page-65.htm> (Consulté le : 06 juin 2024).

Eur-Lex (s.d.), *Développement rural*. Disponible sur : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:rural_development (Consulté le : 06 juin 2024).

Géoconfluences (s.d.), *Glossaire*. Disponible sur : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire> (Consulté le : 06 juin 2024).

Ministère de l'économie des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (s.d.). Disponible sur : www.economie.gouv.fr (Consulté le : 06 juin 2024).

Ministère de la culture (s.d.). Disponible sur : www.culture.gouv.fr (Consulté le : 06 juin 2024).

Mission locale (2024). Disponible sur : www.mission-locale.fr (Consulté le : 06 juin 2024).

MNHN, OFB (ed.) (2024), *2003-2024. Inventaire national du patrimoine naturel (INPN)*. Disponible sur : <https://inpn.mnhn.fr> (Consulté le : 06 juin 2024).

OFD (s.d.), *Portail des Cahiers Techniques*. Disponible sur : <http://cahiers-techniques.espaces-naturels.fr/> (Consulté le 06 juin 2024).

Références bibliographiques sur les jeux sérieux

Angeon V., Lardon S. (2008), « Participation and Governance in Territorial Development Projects: The “Territory Game” as a Local Project Leadership System », *International Journal of Sustainable Development* [en ligne], 11/2-4, p. 262-281. Disponible sur : <https://doi.org/10.1504/IJSD.2008.026505> (Consulté le : 06 juin 2024).

Bado N. (2019) « Game-Based Learning Pedagogy: A Review of the Literature », *Interactive Learning Environments* [en ligne], 0/0, p. 1-13. Disponible sur : <https://doi.org/10.1080/10494820.2019.1683587> (Consulté le : 06 juin 2024).

Bayeck R. Y. (2020), « Examining Board Gameplay and Learning: A Multidisciplinary Review of Recent Research », *Simulation & Gaming* [en ligne], 51/4, p. 411-431. Disponible sur : <https://doi.org/10.1177/1046878119901286> (Consulté le : 06 juin 2024).

Becu N. (2020), *Les courants d'influence et la pratique de la simulation participative : contours, design et contributions aux changements sociétaux et organisationnels dans les territoires*. Habilitation à Diriger des Recherches de La Rochelle Université. Disponible sur : <https://hal.science/tel-02515352> (Consulté le : 06 juin 2024).

Beuret J.-E. (2012), « Mieux définir la concertation : du pourquoi au comment », *Négociations* [en ligne], 17/1, p. 81-86. Disponible sur : <https://doi.org/10.3917/neg.017.0081> (Consulté le : 06 juin 2024).

Bonenfant M., Couturier A. (2023), « Le jeu comme praxis de sensibilisation et de conscientisation », *Sciences du jeu* [en ligne], 19. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/sdj.5272> (Consulté le : 06 juin 2024).

Bourgère G. (2012), « Le jeu peut-il être sérieux? Revisiter Jouer/Apprendre en temps de serious game », *Australian Journal of French Studies* [en ligne], 49/2. Disponible sur : https://experice.univ-paris13.fr/wp-content/uploads/2015/02/Le_jeu_peut-il_tre_srieux_.pdf (Consulté le : 06 juin 2024).

Charles M., Chlous-Ducharme F., Faugère E., Wintz M. (2008), « Science et démocratie dans la gestion de la nature : des ethno-sociologues pris dans la modélisation d'accompagnement », *Vertigo* [en ligne], 8/2. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/vertigo.4999> (Consulté le : 06 juin 2024).

Crookall D. (2014), « Engaging (in) Gameplay and (in) Debriefing », *Simulation & Gaming* [en ligne], 45/4-5, p. 416–427. Disponible sur : <https://doi.org/10.1177/1046878114559879> (Consulté le : 06 juin 2024).

D'Aquino P. (2016), « TerriStories, un jeu au service de l'invention collective dans les politiques publiques », *Animation, Territoires et Pratiques Socio-culturelles* [en ligne], 10, p. 71-80. Disponible sur : https://agritrop.cirad.fr/582410/1/ATPS_d%E2%80%99Aquino_2016.pdf (Consulté le : 06 juin 2024).

Daré W. (2005), *Comportements des acteurs dans le jeu et dans la réalité : indépendance ou correspondance ? Analyse sociologique de l'utilisation de jeux de rôles en aide à la concertation* [en ligne], Thèse de doctorat en Sciences de l'Environnement. Disponible sur : <https://agritrop.cirad.fr/531976/> (Consulté le : 06 juin 2024).

Den Haan R.-J., Van der Voort M. C. (2018), « On Evaluating Social Learning Outcomes of Serious Games to Collaboratively Address Sustainability Problems: A Literature Review », *Sustainability*, 10/12, 4529. Disponible sur : <https://doi.org/10.3390/su10124529> (Consulté le : 06 juin 2024).

Dernat S., Michelin Y., Blache N. (coord.) (2023), *Jeux de plateau pour l'agriculture et le paysage. Penser, concevoir, animer, évaluer, diffuser*, Versailles, éditions Quae.

Engström H., Backlund P. (2021), « Serious Games Design Knowledge : Experiences from a Decade (+) of Serious Games Development », *EAI Endorsed Transactions on Serious Games*, 1-13.

Etienne M. (coord.) (2010), *La modélisation d'accompagnement. Une démarche participative en appui du développement durable*, Versailles, éditions Quae.

Hassenforder E., Dray A., Daré W. (2020), *Manuel d'observation des jeux sérieux* [en ligne], Montpellier, ComMod/CIRAD. Disponible sur : [Hassenforder_2020_ComMod-Manuel-Observation-Jeux-Sérieux.pdf](https://www.cirad.fr/observatoire/observatoire-jeux-serieux.pdf) (Consulté le : 06 juin 2024).

Madani K., Pierce T. W., Mirchi A. (2017), « Serious Games on Environmental Management », *Sustainable Cities and Society* [en ligne], 29, p. 1-11. Disponible sur : <https://doi.org/10.1016/j.scs.2016.11.007> (Consulté le : 06 juin 2024).

Stanitsas M., Kirytopoulos K., Vareilles E. (2019), « Facilitating Sustainability Transition through Serious Games: A Systematic Literature Review », *Journal of Cleaner Production* [en ligne], 208, p. 924-936. Disponible sur : <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2018.10.157> (Consulté le : 06 juin 2024).

Ter Minassian H., Rufat S., Borzakian M. (2017), « Le jeu dans tous ses espaces », *Sciences du jeu* [en ligne], 8, Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/sdj.822> (Consulté le : 06 juin 2024).

Touzard H. (2006), « Consultation, concertation, négociation », *Négociations* [en ligne], 1/5, p. 67-74. Disponible sur : <https://doi.org/10.3917/neg.005.0067> .

Références bibliographiques sur le territoire des Roches

Champier L. (1957), « Paysages humains de Bourgogne méridionale », *Géocarrefour*, 32/3, p. 265-266.

Di Gregorio A., Jansen L. J. M. (2000), *Land Cover Classification System (LCCS): Classification Concepts and User Manual. Environment and Natural Resources Service*, Rome, Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Forman R. T. T. (1995), *Land Mosaics. The Ecology of Landscapes and Regions*, Cambridge University Press.

Pech P. (2013), « Chapitre 1 – Solutré, un écosystème territorial rupicole », dans *Les milieux rupicoles – les enjeux de la conservation des sols rocheux*, Paris, éditions Quae.

Pech P., Boudon G., Gaget S. (2009), « Tourisme et territorialité en Val Lamartinien : un effet de la rente territoriale ? » dans A. Bleton-Ruget, N. Commerçon, I. Lefort, *Tourisme et territoires*, Mâcon, Institut de Recherche du Val de Saône-Mâcon nais, p. 227-235.

Poirel A., Ardouin A., Gomez S. (2022), *Diagnostic de vulnérabilité au changement climatique des Monts du Mâconnais. LIFE Natur'Adapt*, Rapport Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne.

Quertelet S. (2009), « Solutré : un musée au cœur d'un Grand Site », *Les Nouvelles de l'archéologie* [en ligne], n° 117, p. 47-51. Disponible sur : <https://doi.org/10.4000/nda.787> (Consulté le : 06 juin 2024).

Communications de l'équipe d'auteurs en colloques

Jégou A., Marage D., Simiand D., Carré C., Bécu N. (2022), « De la modélisation d'accompagnement à la ludicisation : retour d'expérience du Serious Game Solutré », Colloque Jeux et Enjeux, Lille.

Jégou A., Carré C., Simon L. (2018), « Le territoire du Grand Site de France Solutré Pouilly Vergisson : quelle gouvernance de ce bien commun paysager ? », 55^e colloque de l'ASRDLF, Caen.

Marage D., Jégou A. (2023), « Everybody Wants to Rule the World: Playing SOLUTRÉ to Foster Local Governance and Transformative Changes », Workshop in 54th edition of the International Simulation and Gaming Conference (ISAGA), La Rochelle.

Marage D., Jégou A., Simon L., Carré C., Labbé-Bourdon E. (2019), « Pour une transition socio-écologique réussie dans les Grands Sites de France : jouer Solutré ! », Colloque Jeux et Enjeux, Marseille.

SALUTRÉ



MAISON
DES SCIENCES
DE L'HOMME
DE DIJON



Presses
universitaires
de Franche-Comté



JEUX SUR MESURE

